

Au Venezuela, la campagne pour la présidentielle du 28 juillet bat son plein. En perte de vitesse, Nicolas Maduro cherche plus que jamais l'approbation des évangéliques en échange de différents services

Maduro compte sur le vote évangélique

EDUARDO CAMPOS LIMA, PROTESTINFO

Venezuela ► Le leader vénézuélien Nicolas Maduro détient le pouvoir sur la plupart des institutions vénézuéliennes, mais sa défaite aux élections générales qui auront lieu le 28 juillet ne serait pas impossible. Au cours des huit dernières années, une crise économique et sociale persistante a contraint des millions de Vénézuéliens à quitter ce pays sud-américain. Les effets de cette instabilité persistent encore aujourd'hui et contribuent à un affaiblissement politique partiel du président sortant. C'est pourquoi il a cherché à se rapprocher d'un secteur social qui, dans une large mesure, lui était opposé jusque-là: les chrétiens évangéliques. En effet, désormais les chavistes comptent largement sur les pasteurs et leurs partisans pour maintenir le pouvoir dans le pays.

Actuellement, on estime que les évangéliques représentent 30% des Vénézuéliens. Traditionnellement, ils étaient divisés à parts égales entre chavisme et opposition, mais cela a changé ces dernières années, comme le souligne Moisés García, membre du Congrès et pasteur évangélique qui dirige le Mouvement chrétien évangélique du Venezuela (MCEV).

«Nous vivons une révolution chrétienne. Le peuple évangélique se détournait auparavant de la politique, mais il est désormais actif. Nous croyons que le vote évangélique sera décisif dans les élections», déclare-t-il. A ses yeux, les évangéliques latino-américains ont été grandement manipulés en important le conservatisme des dirigeants évangéliques étasuniens en Amérique latine.

Paradoxe politique

«Aujourd'hui, la majorité est convaincue que le socialisme et le christianisme répondent à une seule et même doctrine: la recherche du bénéfice de ceux qui en ont le plus besoin. La théologie de la libération nous a appris que le souci des pauvres est biblique et nécessaire», formule le député, en utilisant des termes inhabituels pour un évangélique latino-américain.

Une position étonnante alors que la plupart des Eglises pentecôtistes et néopentecôtistes de pays comme le Guatemala, le Salvador et le Brésil se sont alliées à des hommes politiques de droite et d'extrême droite, qui promettent de lutter contre des sujets tels que l'enseignement d'une prétendue «idéologie du genre» à l'école et la libéralisation de l'avortement.



Le président en campagne Maduro cherché à se rapprocher d'un secteur social qui, dans une large mesure, lui était opposé jusque-là: les chrétiens évangéliques. KEYSTONE

Au Brésil, ces «Eglises ont joué un rôle décisif dans la victoire électorale de l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro en 2018 et continuent de s'opposer au président de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva. L'une d'elles, la gigantesque Eglise universelle du Royaume de Dieu (l'acronyme en portugais est IURD), a même publié en 2022 une brochure dans laquelle elle expliquait les raisons pour lesquelles «les chrétiens ne devraient pas voter pour la gauche».

Dans ce contexte, la vidéo d'une rencontre entre Nicolas Maduro et des dirigeants évangéliques vénézuéliens, à Carabobo en mars dernier, a provoqué la surprise générale au Brésil. La vidéo montre le moment où le pasteur Ronaldo Santos, leader de l'IURD au Venezuela, prend la parole et prononce un sermon louant Nicolas Maduro, critiquant les sanctions internationales imposées à son gouvernement et demandant à Dieu de bénir le président.

Avantages

«Nicolas Maduro a pour politique de se rapprocher des évangéliques, même de ceux connus pour être dans l'opposition. Son gouvernement ne demande pas au pasteur quelle est sa position politique avant d'accorder un avantage à son Eglise», soutient Moisés García.

Pour autant, de nombreux analystes affirment que les dirigeants évangéliques vénézuéliens ont montré leur soutien à Nicolas Maduro précisément parce qu'il leur a permis d'obtenir plus facilement des concessions de radio et de télévision ainsi que d'autres avantages. «Les Eglises reçoivent également un soutien avec des ressources pour la rénovation, du matériel de sonorisation, des bancs et des instruments de musique», précise Moisés García.

Selon lui, les évangéliques récompenseront Nicolas Maduro le 28 juillet. Il estime qu'au moins 2 millions, sur 3 millions d'électeurs chrétiens, lui donneront leur voix. Dans un univers de 20 millions d'électeurs, ce contingent peut en effet être décisif.

Héritage de Chávez

Le défunt dirigeant Hugo Chávez (1954-2013) avait déjà initié, il y a des années, ce rapprochement stratégique entre le régime socialiste et les Eglises chrétiennes du Venezuela. Le théologien et producteur culturel Ogtali Lopez a été témoin au fil des années de l'épanouissement des Eglises évangéliques sous le gouvernement Chávez.

«Le rapprochement entre les pasteurs et le gouvernement n'a cessé de se renforcer depuis», explique Ogtali

Lopez. Lui-même se voyait bénéficier d'une telle politique. En tant que représentant de prédicateurs et d'artistes chrétiens internationaux, il a emmené plusieurs d'entre eux en tournée au Venezuela ces dernières années.

La révérende presbytérienne María Jimenez était l'une des ferventes de ce mouvement sous le gouvernement Chávez. Bien que l'Eglise presbytérienne n'ait jamais pris part institutionnellement à quelque instance que ce soit contre ou en faveur du gouvernement, certains de ses membres ont participé aux initiatives chavistes. Ce fut le cas de María Jimenez, qui faisait partie d'une mission œcuménique auprès des groupes vulnérables, en particulier les enfants et les adolescents.

Rapprochement utilitaire

La mort de Chávez a suspendu pendant un certain temps les relations les plus étroites entre les évangéliques et le gouvernement, jusqu'à ce qu'elles soient réactivées en 2017. Avec la crise économique que traverse le pays ces dernières années, qui a généré des troubles sociaux et une immense vague d'émigration, Nicolas Maduro s'est vu contraint de gagner le soutien de larges secteurs sociaux, en intensifiant son travail avec les Eglises. «Je crois que certains de ces groupes

recherchent des bénéfices pour eux-mêmes. Je pense qu'il n'est pas prudent pour le régime et pour la gauche vénézuélienne en général d'établir des alliances avec des Eglises évangéliques comme l'Eglise universelle du Royaume de Dieu, qui est notamment une organisation réactionnaire au Brésil», formule María Jimenez. «Quand ce n'est pas une démarche sincère, c'est toujours dangereux. Et cela pourrait être quelque chose comme un cheval de Troie.»

Pour l'économiste Luis Vicente León, président de la société de recherche Datanalisis, ce n'est pas vraiment un problème qu'il y ait un manque de sincérité dans la relation entre les pasteurs et Nicolas Maduro. «Il ne s'agit pas d'une alliance programmatique. C'est quelque chose d'utilitaire. Pour les Eglises, il est bon d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement. Pour Nicolas Maduro, les Eglises contribuent à accroître sa pénétration dans les classes populaires», analyse-t-il.

L'Eglise catholique, qui reste la religion la plus forte, est généralement critique envers Nicolas Maduro et soutient le changement, exprime encore l'économiste. Or, les Eglises évangéliques ont une présence sociale importante, en particulier dans les segments les plus pauvres. «En outre, il est intéressant pour le président sortant que l'opposition soit éclatée. Il a donc demandé aux pasteurs de se déclarer candidat», indique-t-il.

La principale candidate de l'opposition, María Corina Machado, a été disqualifiée pour son implication présumée dans des affaires de corruption et n'a pas pu se présenter. A sa place, le diplomate Edmundo González Urrutia s'est présenté. Il devrait recueillir la majorité des voix contre le régime.

L'intérêt que Nicolas Maduro témoigne envers les pasteurs évangéliques a été critiqué par plusieurs entités ces dernières années. Le Conseil évangélique vénézuélien, par exemple, a publié une déclaration sur la question l'année dernière, affirmant qu'il était opposé aux activités religieuses visant à donner de la visibilité aux autorités et aux représentants publics. «L'âme évangélique n'est pas à vendre, dit le communiqué, elle a déjà été achetée à un prix infini.»

Pour la révérende María Jimenez, cette approche pourrait n'avoir aucun effet profond: «En général, les gens jouissent d'une certaine indépendance lorsqu'ils votent en Amérique latine. Pour critiquer leur candidat préféré, ils peuvent même voter contre lui», assène-t-elle. I

Opacité dans l'indemnisation des victimes d'abus

Espagne ► L'Eglise catholique espagnole a présenté mardi un plan visant à indemniser les victimes d'agressions sexuelles commises en son sein. Elle n'a pas détaillé les montants engagés ou la date de sa mise en œuvre, une opacité dénoncée par les associations de victimes et le gouvernement.

Parmi les mesures mises en place par la Conférence épiscopale espagnole (CEE), une évaluation au cas par cas permettant de déterminer un niveau spécifique d'indemnisation, dont les montants n'ont toutefois pas été révélés.

La CEE a dit espérer, par la voix de son président, Luis Arguello, que le plan

soit «opérationnel très vite, idéalement à partir de septembre». «Nous souhaitons mettre l'accent particulier sur la réparation morale», a expliqué Jesús Díaz Sarriego, président de la Conférence espagnole des religieux (Confer), ajoutant «l'Eglise a un devoir moral envers ces personnes».

Pour Juan Cuatrecasas, membre fondateur de l'Association enfance volée (ANIR), ce plan est «une parodie pure»: «L'Eglise espagnole approuve son plan de réparation, qui ne sera pas contraignant [pour l'Eglise] et dans lequel les victimes n'ont pas voix au chapitre», a-t-il dénoncé sur le réseau social X.

Lundi, le ministre de la Présidence, Félix Bolaños, avait déjà fustigé ce plan à

l'issue d'une rencontre avec les victimes d'abus sexuels dans l'Eglise, critiquant des «résolutions non contraignantes», «une réparation qui n'est garantie à aucun moment», et une application qui n'est «pas obligatoire pour les diocèses».

«Il a fallu beaucoup de temps aux victimes pour que l'Eglise reconnaisse les dommages, et à présent on ne leur garantit même pas une réparation adéquate», s'est offusqué Félix Bolaños, cité dans un communiqué de presse.

Publié en octobre, un rapport d'une commission indépendante, coordonné par le Défenseur du peuple (ombudsman), a estimé à 200 000 le nombre de

mineurs victimes d'agressions sexuelles de la part de religieux catholiques depuis 1940. Un chiffre qui monterait à 400 000 en comptabilisant les agressions commises par des laïcs travaillant pour l'Eglise. Il a proposé la création d'un fonds d'indemnisation, mais l'Eglise a exclu d'y participer si ce n'était que pour indemniser les victimes d'agressions sexuelles au sein de l'Eglise, et non celles qui en auraient souffert dans un autre contexte.

Mettant en doute la «fiabilité douteuse» des chiffres rapportés, la CEE a publié son propre rapport, établissant que quelque 2056 mineurs avaient été abusés par le clergé. **ATS**



SUR NOTRE SITE

SOUPÇONS D'ABUS: UNE DETTE ÉPONGÉE EN FAVEUR DU SECRET

Après une dénonciation contre un professeur renommé de théologie à la fin des années 1990 à l'université de Lausanne, l'Eglise réformée vaudoise et l'Etat de Vaud se sont accordés secrètement. Une enquête de Protestinfo à découvrir sur notre site.

DHN